



COMMUNIQUE

Dans la continuité de la rencontre que nous avons eu avec le Président de l'Union Africaine en exercice, son excellence Alpha Condé à Paris, le 18 novembre 2017, et suite à la manifestation à Paris de près de 6000 personnes concernant le crime contre l'humanité qu'il se passe actuellement en Libye, nous souhaitons continuer à interpeller les institutions internationales et l'ensemble des gouvernements africains et européens lors de la rencontre UA/UE qui a lieu à Abidjan en Côte d'Ivoire du 29 au 30 novembre 2017.

Nous exhortons l'ensemble des **chefs d'Etats africains et européens à prendre leurs responsabilités dans ces drames connus de tous** (traite des êtres humains, des milliers de personnes noyées en mer, des hommes et des femmes qui subissent des sévices insupportables, une société civile européenne condamnée pour le soutien aux réfugiés et au soutien des immigrés, des immigrés africains enfermés en Europe et dans les pays de transit).

Nos deux continents sont intimement liés. **Les deux institutions doivent prendre acte des échecs des politiques actuelles en matière de développement économique, de sécurité politique et de l'avenir des relations entre nos deux continents.**

Dénoncer le cas de la maltraitance et de l'esclavage de nos frères et sœurs en Libye, est une évidence qui s'impose à tout être humain et c'est à ce titre nous avons joint notre voix à celles de milliers de personnes qui ont manifesté à Paris ou qui ont souhaité manifester avec des interdictions de rassemblement dans de nombreux **Etat réduisant ainsi la population africaine au silence** (Sénégal, Mal, Niger, Ghana, Tchad).

Cette situation politique indique encore une fois que nombre de gouvernements, ne favorisent pas la liberté d'expression de leurs populations et par là nuisent au développement démocratique nécessaire au bien-être et au bien vivre de tous les pays. Pour nous, **le manque d'opportunité d'expression politique, la violation à l'expression politique est une des causes gravissimes qui entraînent les migrations avec ces conséquences catastrophiques qui en découlent.**



Lors de ce sommet à Abidjan, la société civile réunie pendant une semaine au sein du contre – forum UE-UA a été empêchée de manifester de manière pacifique.

La société civile africaine et européenne tient à informer la société internationale que des acteurs politiques, des citoyens sont aujourd'hui exclus des discussions de ce sommet et ont été interdit de manifester leur mécontentement de manière pacifique avec des moyens sécuritaires et militaires (6000 militaires et policiers déployés dans la capitale) empêchant toutes revendications ou contestations.

Aujourd'hui 22 millions d'euros ont été dépensées pour un sommet de gouvernements qui ne peuvent garantir à eux seuls la sécurité de la population et le développement des Etats. **La société civile qui n'est pas entendue par les gouvernants et qui se voient interdire les moyens d'expression politiques fondamentaux exhortent les gouvernements africains et européens à assurer les droits politiques élémentaires.**

La chosification et la marchandisation des nôtres qui continuent jusqu'aujourd'hui cristallisé dans le cas de la Libye est une conséquence de la mauvaise gouvernance de nos Etats africains et européens. C'est une responsabilité clairement partagée.

Des milliers de personnes meurent en mer et principalement des femmes et des enfants... des citoyens européens sont condamnés pour le soutien à ces mêmes migrants

L'Union africaine doit impulser une politique qui exhorterait les Etats Africains à prendre des mesures pour protéger leurs citoyens et les Etats européens doivent prendre en compte la volonté de la société civile et des associations des droits de l'homme de modifier leurs politiques d'accueil des migrants.

Des politiques publiques ambitieuses doivent être menées à l'endroit de la jeunesse africaine en leur proposant des vraies solutions sécuritaires et économiques pouvant l'aider à se fixer sur le continent.

Des campagnes doivent être menées pour que les Africains ne prennent plus le risque de venir en Europe **tant que celle-ci n'est pas prête de manière démocratique et dans le respect des droits fondamentaux à échanger et établir un partenariat serein et constructif avec l'Afrique.**

Nous exhortons donc l'Union Européenne, à intensifier son soutien via des programmes spécifiques en amont des migrations, aux acteurs de la société civile africaine et aux acteurs de la diaspora afin **de développer les capacités des acteurs et assurer un développement politique et économique à cette jeunesse en partenariat avec la société civile européenne.**



L'union européenne doit créer via ces programmes directs des effets rapides et contextualisés sur la jeunesse, sans passer par la lourdeur des institutions publiques ou Etatiques.

Fait à Abidjan le 30 novembre 2017

- Pour **Yadari Info** : Ibangolo Maina Abel
- Pour le **Collectif C Nous** : Cristèle Bernard
- Pour la **Coalition ÇA SUFFIT !** : Roger YOUAN